

**SOMMAIRE**

	Page
<hr/> <hr/>	
<b>1. Avis du Commissaire Aux Comptes</b>	
• Rapport Général sur les états financiers au 31 Décembre 2020	<b>02</b>
• Rapport Spécial	<b>06</b>
<hr/>	
<b>2. Etats financiers arrêtés au 31 Décembre 2020</b>	<b>07</b>
• Etat de la situation Financière	09
• Etat de Produits & des charges	10
• Etat de Flux de Trésorerie	11
<hr/>	
<b>3. Notes aux états financiers</b>	<b>12</b>
• Notes générales	12
• Notes de la situation Financière	15
• Notes sur l'état de Produits & des charges	16
<hr/> <hr/>	

---

## **RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

---

## ASSOCIATION «CARTOGRAPHIE CITOYENNE»

### Rapport Général du commissaire aux comptes

#### Sur les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

#### *I- Rapport sur l'audit des états financiers*

#### **Opinion**

En exécution du mandat qui nous a été confié par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit des états financiers de l'**association «CARTOGRAPHIE CITOYENNE»** qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020, l'état des produits et des charges et l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers font ressortir un total des actifs nets de **29 531 TND** y compris un résultat net déficitaire de **17 031 TND**, un total net de la situation financière de **53 840 TND** et une trésorerie positive à la fin de l'exercice de **27 793 TND**.

*A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de l'**association «CARTOGRAPHIE CITOYENNE»** au 31 décembre 2020, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.*

#### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'association conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon les règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### **Rapport financier**

La responsabilité du rapport financier incombe au bureau directeur.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport financier et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de l'association dans le rapport financier par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport financier et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport financier semble autrement comporter une anomalie significative. Si à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport financier, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### **Responsabilités du bureau directeur pour les états financiers**

Le bureau directeur est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est au bureau directeur qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'association ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au bureau directeur de surveiller le processus d'information financière de l'association.

### **Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des

éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée.  
Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'association à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

## ***II- Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires***

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière régissant les associations.

Conformément aux dispositions de l'article 40 du Décret-loi n°2011-88 du 24 Septembre 2011, portant organisation des associations, nous n'avons pas de remarques particulières sur les informations données dans les registres, préparés par l'association au titre de l'exercice 2020.

**Tunis, le 30 Août 2021**

**LE COMMISSAIRE AUX COMPTES  
P/LUMIERE AUDIT, FORMATION & CONSEILS  
AYMEN DOGUI**

---

## **ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2020**

---

**ASSOCIATION «CARTOGRAPHIE CITOYENNE»**  
**ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE**  
**EXERCICE CLOS AU 31/12/2020**  
**( Exprimé en Dinar Tunisien )**

<b>ACTIFS</b>	<b>NOTES</b>	<b>31-déc-20</b>	<b>31-déc-19</b>
AC1- Liquidités et équivalents de liquidités	2.1	27 793	43 529
AC2- Autres actifs courants	2.2	4 951	2 613
AC3- Immobilisations financières	2.3	1 100	1 100
AC4- Immobilisations Corporelles	2.4	19 995	16 867
<b>Total des Actifs</b>		<b>53 840</b>	<b>64 110</b>

<b>PASSIFS</b>			
PA1- Concours bancaires & autres passifs financiers		-	-
PA2- Autres Passifs Courants	2.5	24 309	14 347
PA3- Fournisseurs et comptes rattachés		-	-
PA4- Emprunts		-	3 200
<b>Total des Passifs</b>		<b>24 309</b>	<b>17 547</b>

<b>ACTIFS NETS</b>			
AN1- Subvention d'investissement		-	-
AN2- Excédents ou déficits reportés		46 562	3 101
AN3- Excédents ou déficits de l'exercice		-17 031	43 462
<b>Total des Actifs Nets</b>		<b>29 531</b>	<b>46 563</b>

<b>TOTAL DES PASSIFS &amp; ACTIFS NETS</b>		<b>53 840</b>	<b>64 110</b>
--	--	---------------	---------------



**ASSOCIATION «CARTOGRAPHIE CITOYENNE»**  
**ETAT DES PRODUITS & DES CHARGES**  
Période allant du 1er Janvier 2020 au 31 Décembre 2020  
(Exprimé en Dinar Tunisien)

PRODUITS	NOTES	31 Décembre 2020	31 Décembre 2019
PR1- Revenus des activités et manifestations	3.1	-	7 434
PR2- Subventions de fonctionnement	3.1	138 410	189 637
PR3- Quote-part des subventions et apports inscrits aux produits de l'exercice		-	-
PR4- Autres gains		0	1
<b>Total des Produits</b>		<b>138 410</b>	<b>197 072</b>
<b>CHARGES</b>			
CH1- Charges de personnel	3.2	102 309	86 963
CH2- Dotations aux amortissements	3.3	6 870	4 531
CH3- Autres Charges courantes	3.4	46 263	62 117
<b>Total des Charges</b>		<b>155 442</b>	<b>153 610</b>
<b>EXCEDENT (DEFICIT) DES PRODUITS SUR LES CHARGES DE L'EXERCICE</b>		<b>-17 031</b>	<b>43 462</b>

**ASSOCIATION «CARTOGRAPHIE CITOYENNE»**  
**ETAT DES FLUX DE TRESORERIE**  
**Période allant du 1er Janvier 2020 au 31 Décembre 2020**  
**( Exprimé en Dinar Tunisien )**

	31 Décembre 2020	31 Décembre 2019
<b>Flux de Trésorerie lié aux activités courantes</b>		
F1- Encaissement des revenus des activités et manifestations	-	7 434
F3- Encaissements des subventions de fonctionnement	138 410	189 637
F5- Décaissements des sommes versées aux fournisseurs	-10 368	-50 382
F6- Décaissements des rémunérations versées au personnel	-102 309	-86 963
F7- Autres décaissements des activités courantes	-	-
<b>Flux de Trésorerie provenant des activités courantes</b>	<b>25 734</b>	<b>59 726</b>
<b>Flux de Trésorerie lié aux activités d'investissement</b>		
F8- Décaissement sur acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	-9 998	-18 829
F9- Encaissement sur cession des immobilisations corporelles et incorporelles	-	532
F9- Décaissement sur acquisition d'immobilisations financières	-	-1 100
<b>Flux de Trésorerie provenant des activités d'investissement</b>	<b>-9 998</b>	<b>-19 397</b>
<b>Flux de Trésorerie lié aux activités de financement</b>		
Encaissement provenant des emprunts	-	3 200
<b>Flux de Trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>-</b>	<b>3 200</b>
<b>Variation de Trésorerie</b>	<b>15 736</b>	<b>43 529</b>
<b>Trésorerie au début de l'exercice</b>	<b>43 529</b>	<b>-</b>
<b>Trésorerie à la clôture de l'exercice</b>	<b>27 793</b>	<b>43 529</b>

---

**NOTES AUX ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2020**

---

## NOTES D'ORDRE GENERAL

### 1- PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'association «CARTOGRAPHIE CITOYENNE» a été créée sous la forme d'association en Octobre 2018. Son activité consiste à faciliter l'accès des citoyens aux bases de données (statistiques, données publiques...) et contribuer ainsi au développement social et solidaire.

Le siège social est fixé à 009 Aboubaker Essedik, Belvédère, Tunis.

### 2- CONVENTIONS ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2020 ont été élaborés en conformité avec les conventions comptables générales et professionnelles telles que prévues par la législation en vigueur.

Afin de favoriser l'utilité de l'information diffusée à travers les états financiers, il a été tenu compte des concepts fondamentaux tels que définis par le décret 96-2459 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité.

Les caractéristiques qualitatives et notamment la pertinence et la fiabilité qui constituent les qualités fondamentales sur lesquelles s'appuie le processus de décision sont basées sur les différentes conventions comptables définies par le décret 96-2459 du 30 décembre 2006.

#### 2.1- PRESENTATION DES COMPTES

Les comptes de l'association «CARTOGRAPHIE CITOYENNE» sont tenus conformément aux dispositions et aux conventions comptables énoncées par le système comptable des entreprises 1996 (Arrêté du ministre des finances du 31 décembre 1996). Les états financiers qui en découlent sont le Bilan, l'état de résultat et l'état de flux de trésorerie qui sont établis selon le modèle autorisé ainsi que les notes aux états financiers.

La présentation des états financiers de l'association «CARTOGRAPHIE CITOYENNE» n'a pas subi de changements par rapport à l'exercice précédent.

## 2.2- CONVENTIONS ET NORMES COMPTABLES APPLIQUEES

Les conventions comptables fondamentales concernant les éléments des états financiers et les procédés de prise en compte de l'information financière sont présentées conformément au cadre conceptuel comptable. Les méthodes comptables retenues par l'association «CARTOGRAPHIE CITOYENNE» sont en conformité avec les normes comptables mises en vigueur en 1996 par l'arrêté du ministre des finances du 30 décembre 1996.

Les conventions comptables de base et les méthodes les plus significatives appliquées pour la préparation des comptes se résument comme suit :

### 2.2.1- LES IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition en hors taxes déductibles augmenté des frais directs.

Ces immobilisations sont amorties linéairement, et ce, selon les taux admis par la législation fiscale en vigueur.

Les taux d'amortissement utilisés sont les suivants :

DESIGNATION	TAUX
- Matériel de transport	20%
- Equipements de Bureau & logiciels informatiques	15%/33%
- Matériel Informatique	33%

Les immobilisations nouvellement acquises ne sont amorties qu'à partir de la date de leur première utilisation.

Les immobilisations acquises à une valeur inférieure à 500 Dinars sont totalement amorties dès l'année de leur acquisition.

## 2.3- REGIME FISCAL

L'association «CARTOGRAPHIE CITOYENNE» est régie par les dispositions du droit commun et par les incitations fiscales spécifiques prévues pour les associations en Tunisie.

## NOTES AU SITUATION FINANCIERE

### 3.1-LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Les liquidités et équivalents de liquidités ont atteint au 31 décembre 2020, un solde égal à **27 793 DT** contre un solde égal à **43 529 DT** à la clôture de l'exercice précédent. Ils se détaillent ainsi :

DESIGNATION	31/12/2020	31/12/2019	VARIATION
BANQUE EED ET L'ASSOCIATION	7 489	43 257	-35 768
BANQUE ROSA	20 062	28	20 034
CAISSE L'ASSOCIATION	3	3	-
CAISSE EED	234	241	-7
CAISSE ROSA	5	-	5
<b>TOTAL</b>	<b>27 793</b>	<b>43 529</b>	<b>-15 736</b>

### 3.2- AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants totalisent un montant de **4 951 DT** au 31 décembre 2020 contre **2 613 DT** au 31 décembre 2019. Ils s'analysent comme suit :

DESIGNATION	31/12/2020	31/12/2019	VARIATION
ETAT, IMPOTS & TAXES	4 951	2 613	2 338
COMPTE D'ATTENTE DEBITEUR	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>4 951</b>	<b>2 613</b>	<b>2 338</b>

### 3.3- IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Au 31 décembre 2020, les Immobilisations financières totalisent une valeur de **1 100 DT** contre **le même solde** à la clôture de l'exercice 2019. Elles se composent des valeurs suivantes :

DESIGNATION	31/12/2020	31/12/2019
CAUTIONNEMENT VERSE SUR LOYER	1 100	1 100
<b>TOTAL</b>	<b>1 100</b>	<b>1 100</b>

### 3.4- IMMOBILISATIONS

Le tableau suivant résume les mouvements des immobilisations incorporelles & corporelles et des amortissements :

DESIGNATION	01/01/2020	VALEUR BRUTE		AMORTISSEMENTS		31/12/2020	VCN 31/12/2020
		ACQUIS/CESSION. 2020	31/12/2020	01/01/2020	DOTATION 2020		
SITE WEB	-	6 125	6 125	-	510	510	5 614
MOBILIER & MATERIEL DE BUREAU	5 086	2 285	7 371	1 817	877	2 694	4 677
MATERIEL INFORMATIQUE	16 318	1 588	17 906	2 720	5 483	8 203	9 704
<b>TOTAL</b>	<b>21 404</b>	<b>9 998</b>	<b>31 403</b>	<b>4 537</b>	<b>6 870</b>	<b>11 407</b>	<b>19 995</b>

### 3.5- AUTRES PASSIFS COURANTS

Les autres passifs courants s'élevant à **24 309** DT au 31 décembre 2020 contre **14 347** DT à la clôture de l'exercice précédent, se détaillent ainsi :

DESIGNATION	31/12/2020	31/12/2020	VARIATION
CREDITEURS DIVERS	20 301	2 228	18 073
RECEVEUR DES FINANCES	2 293	2 542	-249
CNSS	1 715	8 577	-6 862
CHARGES A PAYER	-	1 000	-1 000
<b>TOTAL</b>	<b>24 309</b>	<b>14 347</b>	<b>9 962</b>

## NOTES A L'ETAT DES PRODUITS & CHARGES

### 4.1- PRODUITS

Au 31/12/2020, les produits se composent des revenus suivants :

DESIGNATION	31/12/2020	31/12/2019
<b><u>DONS ETRANGERS</u></b>		
ROSA	65 730	99 977
EED	72 680	80 000
PROGRAMME SAYONS ACTIFS/ACTIVES	-	8 290
<b><u>DON LOCAL</u></b>		
AMIN BEN YACOUB	-	1 370
<b>TOTAL</b>	<b>138 410</b>	<b>189 637</b>

### 4.2- CHARGES DU PERSONNEL

Au 31/12/2020, les charges du personnel s'élèvent à **102 309** DT contre **86 963** DT au 31/12/2019, et se présentent comme suit :

DESIGNATION	31/12/2020	31/12/2020
SALAIRES DU PERSONNEL	87 466	74 346
CHARGES SOCIALES SUR SALAIRES	14 493	12 319
ACCIDENT DE TRAVAIL	350	297
PROVISION SUR CONGES A PAYER	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>102 309</b>	<b>86 963</b>

### 4.3- DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS

A la clôture de l'exercice, les dotations aux amortissements et aux provisions totalisant **6 870** DT au 31/12/2020, contre **4 531** DT au 31/12/2019, se détaillent comme suit :

DESIGNATION	31/12/2020	31/12/2019
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOB. CORPORELLES	6 870	4 531
<b>TOTAL</b>	<b>6 870</b>	<b>4 531</b>



#### 4.4- AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation s'élevant à **46 263 DT** au 31/12/2020, Contre **62 117 DT** au 31/12/2019, se présentent comme suit :

DESIGNATION	31/12/2020	31/12/2019
CONSULTANTS ET PERSONNEL EXTERIEUR A L'ASSOCIATION	20 353	9 413
DONS ACCORDES	-	533
REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	3 445	4 404
ELECTRICITE, EAU	822	664
LOYERS	15 724	15 469
ENTRETIEN ET REPARATION	140	2 531
PUBLICITE, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	532	735
FRAIS DE DEPLACEMENT, MISSIONS ET RECEPTION	65	22 524
FRAIS POSTAUX ET DE TELECOMMUNICATION	1 559	1 935
SERVICES BANCAIRES	446	520
FOURNITURES DE BUREAU ET ACHATS NON STOCKES DES MF	2 192	2 455
FOPROLOS	875	743
AUTRES CHARGES	111	11
<b>TOTAL</b>	<b>46 263</b>	<b>62 117</b>